



Suisse-UE: il est temps d'agir

economie suisse, la faîtière des petites et grandes entreprises, se prononce résolument en faveur de la poursuite de la voie bilatérale et contre une stratégie d'attentisme de la part du Conseil fédéral en matière de politique européenne. Aux yeux de la fédération, une solution possible pour résoudre les questions institutionnelles serait des approches sectorielles associées à un accord global réglementant la participation au marché. Par ailleurs, elle lance, dans le cadre du programme climatique de l'économie, une nouvelle campagne en faveur de la fixation, par les entreprises, d'objectifs de protection du climat fondés sur la science.

«La Suisse fait face à des défis majeurs en matière de politique économique», a déclaré Christoph Mäder, président d'economie suisse, lors de la conférence de presse annuelle de la faîtière de l'économie qui s'est tenue aujourd'hui à Berne. La politique européenne se trouve en effet en crise depuis l'abandon des négociations sur l'accord-cadre. L'érosion progressive de la voie bilatérale nuit à la place économique suisse. «Il est temps d'agir, maintenant», a déclaré Christoph Mäder, en appelant le Conseil fédéral à prendre rapidement des mesures pour débloquer la politique européenne et garantir la viabilité de la voie bilatérale. Au-delà du signal clair du gouvernement en faveur de la poursuite de la voie bilatérale, il faut un agenda commun avec l'UE, fondé sur les intérêts stratégiques communs.

La Suisse doit trouver des solutions rapidement en priorité dans les domaines de la Bourse et des banques, des technologies médicales, de la recherche et de l'approvisionnement en électricité. Il est également indispensable de clarifier les

aspects institutionnels, car les entreprises ont un besoin urgent de sécurité juridique dans leurs relations économiques avec l'UE. Aux yeux d'economiesuisse, on pourrait imaginer des solutions sectorielles associées à un accord global visant à réglementer la participation au marché. L'économie exportatrice étant la plus affectée par le blocage actuel de la politique européenne, il faut améliorer ses conditions-cadre pour le commerce multilatéral – en développant systématiquement le réseau d'accords de libre-échange ou en participant à des espaces de libre-échange plurilatéraux, avant tout dans la région Asie-Pacifique par exemple. economiesuisse a publié ce matin ces propositions ainsi que de nombreuses autres idées relatives aux relations entre la Suisse et l'UE dans une [nouvelle publication sur la politique européenne](#).

Christoph Mäder a encore mentionné la réforme fiscale internationale des pays membres de l'OCDE/G20, qu'il qualifie également de défi majeur. Cette réforme vise à limiter la concurrence fiscale. Les milieux économiques sont soulagés que le Conseil fédéral ait déjà annoncé les grandes lignes du projet visant à mettre en œuvre cette réforme en Suisse. En vertu de celui-ci, l'imposition minimale devrait entrer en vigueur le 1er janvier 2024. Le projet en question apporte aux entreprises concernées la sécurité juridique et les protège contre une imposition supplémentaire à l'étranger. Selon Christoph Mäder, les entreprises attendent de la Confédération et des cantons qu'ils utilisent leur marge de manœuvre financière et juridique pour promouvoir la place économique. Des mesures sont essentielles pour protéger durablement les emplois et le substrat fiscal en Suisse. « Il faut faire preuve de créativité et de courage », a lancé Christoph Mäder à la Confédération et aux cantons. Il a évoqué la suppression du droit de timbre d'émission lors de la votation populaire du 13 février comme un moyen simple et efficace d'accroître l'attractivité de la place économique.

Nouvel élan pour le programme climatique de l'économie

Le programme climatique de l'économie, présenté par economiesuisse il y a un an, reçoit un nouvel élan. En promouvant la Science Based Targets initiative (SBTi), autrement dit la fixation d'objectifs fondés sur la science, l'économie concrétise son objectif zéro émission nette d'ici à 2050. Elle poursuit ainsi ses efforts pour devenir la force la plus innovante et la plus efficace par rapport à la protection du climat.

L'idée derrière la SBTi est simple: si le réchauffement climatique ne doit pas dépasser 1,5 degré, seul un certain volume de gaz à effet de serre peut être émis à l'échelle mondiale. Avec la SBTi, chaque entreprise peut fixer des objectifs climatiques fondés sur la science et décider elle-même à quel rythme elle doit réduire ses émissions pour atteindre l'objectif zéro émission nette d'ici à 2050. Les entreprises atteignent ainsi leurs objectifs climatiques de manière autonome, compétitive et sans prescriptions réglementaires, tout au long de la chaîne de valeur. La SBTi est une méthode standardisée à l'échelle mondiale et largement reconnue par les experts pour évaluer et réduire les émissions de gaz à effet de serre. À ce jour, plus de 60 entreprises suisses ont d'ores et déjà adopté cette initiative. Le nombre d'entreprises qui se fixent des objectifs climatiques sur la base de la SBTi progresse presque de manière exponentielle, tant en Suisse qu'au niveau international.

Au cours des douze à vingt-quatre prochains mois, economiesuisse fera référence à la SBTi dans sa communication interne et externe afin que le plus grand nombre possible d'entreprises se laissent convaincre par cette approche fondée sur la science. Pour ce faire, la fédération travaille en collaboration avec les associations de branche et les Chambres de commerce membres ainsi qu'avec Go for Impact, une association réunissant des acteurs issus des milieux économiques et scientifiques ainsi que des pouvoirs publics.

D'autres projets de coopération en vue de la mise en œuvre du programme climatique sont en cours de développement. La collaboration entre economiesuisse et NZZ Connect est déjà à l'œuvre et a abouti à la création de la plateforme Sustainable Switzerland, dédiée à la durabilité. Les entreprises et organisations intéressées peuvent d'ores et déjà s'y informer sur la SBTi www.sustainableswitzerland.ch/sbti et convenir d'un premier entretien gratuit avec des experts des questions climatiques et énergétiques. L'économie suisse réaffirme ainsi son rôle constructif en faveur de la protection du climat.